

## Encore sur la guerre entre Israël et le Hamas

La guerre déclenchée, le 7 octobre 2023, par l'État-Hamas de la bande de Gaza contre la population civile israélienne, ponctuée par un nombre très important d'exactions d'une cruauté inouïe, soulève plusieurs questions qui ne peuvent pas être escamotées au prétexte de la condamnation de « principe » de toute guerre entre États bourgeois. C'est pourquoi, dans le sillage de notre prise de position précédente<sup>1</sup>, nous tenons à y ajouter ces points supplémentaires.

1. Cette guerre n'a pas été voulue par les populations respectives. La violence du Hamas contre des personnes inermes, dont certaines engagées dans le soutien humanitaire aux habitants de la bande de Gaza enfermés par l'État d'Israël et d'autres rassemblées pour un festival musical, visait à creuser un fossé encore plus profond entre les deux populations victimes des affrontements des deux États en conflit, l'État-Hamas de la bande de Gaza et l'État d'Israël. Cette action infâme est cohérente avec la vision du monde des islamistes pour laquelle tout Juif est un ennemi et, par extension, tout Israélien est un occupant d'une terre réservée, à leurs dires, à la « nation musulmane ». En témoigne la qualification de « prisonniers de guerre » des civils qu'il a enlevés alors qu'ils servent en réalité de boucliers humains et qu'ils sont objets de marchandages sordides. Organisation confessionnelle réactionnaire, le Hamas ne veut pas la libération des Palestiniens et est prêt à sacrifier leur vie, sans aucun scrupule<sup>2</sup>, pour instaurer dans toute la région un régime théocratique à l'image de son État créé dans la bande de Gaza, par un coup de force contre le Fatah<sup>3</sup>. Un État où les libertés individuelles, sexuelles, religieuses, de mouvement, culturelles, etc., sont niées et les libertés politiques sont systématiquement bafouées. Un État fondé sur le troc, le commerce et les subsides des capitalistes de la région ainsi que sur le détournement du soutien financier aux Palestiniens de la bande de Gaza fourni par les pays capitalistes avancés<sup>4</sup>. Quelque 80 % des habitants de Gaza vivent de maigres subsides que le Hamas distribue en fonction de la soumission à son régime de percepteurs. Cette organisation réactionnaire et fasciste n'a aucune légitimité comme représentant de la sacrosainte résistance palestinienne contre la ségrégation et la colonisation dont l'État d'Israël est le responsable. Au contraire, le Hamas a ajouté une forte dose d'oppression des Palestiniens qui sont sous sa coupe.
2. Israël a décidé de riposter au vil assaut du Hamas par une guerre contre les Palestiniens de la bande de Gaza. Ce choix, car il s'agit bien d'un choix, est dicté par la volonté de dresser de

---

<sup>1</sup> Voir en fin de ce texte.

<sup>2</sup> Selon Ismaël Haniyeh, chef de la branche politique du Hamas : « *Nous avons besoin du sang des femmes, des enfants et des personnes âgées de Gaza, afin qu'il réveille notre esprit révolutionnaire* » in : <https://www.memri.org/reports/hamas-leader-ismael-haniyeh-we-need-blood-women-children-and-elderly-gaza-%E2%80%93-so-it-awakens>

<sup>3</sup> Voir : [https://en.wikipedia.org/wiki/Battle\\_of\\_Gaza\\_\(2007\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Battle_of_Gaza_(2007))

<sup>4</sup> En 2022, la Palestine a reçu 550 millions de dollars d'aide internationale (<https://fts.unocha.org/countries/171/flows/2022>), le budget de la bande de Gaza est d'un peu plus de 3 milliards de dollars, en moyenne sur les années 2012-2022 (<https://apnews.com/article/business-middle-east-israel-foreign-aid-gaza-strip-611b2b90c3a211f21185d59f4fae6a90>) et le budget officiel du Hamas est de 300 millions de dollars (<https://www.reuters.com/world/middle-east/hamas-cash-to-crypto-global-finance-maze-israels-sights-2023-10-16/>).

nouvelles barrières entre les deux populations concernées. Faire de tout Palestinien un ennemi potentiel sert à restaurer une unité nationale sérieusement ébranlée par la crise politique grave que vit ce pays depuis plusieurs années et qui a abouti dans le grand mouvement démocratique contre la mise sous tutelle de la Cour suprême par l'exécutif. Ce mouvement a opté aujourd'hui, dans son expression publique, pour un soutien sans conditions à l'opération militaire contre la ville de Gaza, par les bombardements aériens et navals, qui détruisent des quartiers entiers de la ville, entraînant surtout la mort et les blessures de très nombreux civils. Et il ne faut pas oublier non plus que, selon des premières estimations du Bureau international du travail « *un minimum de 61 % des emplois ont été perdus à Gaza, ce qui équivaut à 182 000 unités. Le conflit à Gaza a également des retombées en Cisjordanie, où les premières estimations font état de près de 24 % des emplois perdus, ce qui correspond à 208 000 unités. Au total [Gaza et Cisjordanie], au 31 octobre 2023, environ 390 000 emplois ont été perdus. Ces estimations ne feront qu'empirer si les opérations militaires à Gaza s'intensifient* ».

3. L'explication donnée, par l'état-major de l'armée israélienne, est d'épargner la vie des soldats israéliens. Il est certain que terrasser la ville rend plus aisée l'invasion. Il tombe sous le sens qu'une opération exclusivement terrestre aurait provoqué beaucoup de victimes chez les envahisseurs et, probablement, bien moins parmi les civils de Gaza. Toutefois, la prétendue rationalité militaire cache mal la volonté politique de diviser un peu plus les populations palestinienne et israélienne. Volonté qui s'accompagne d'une campagne étatique qui présente tous les Palestiniens comme des « cibles militaires légitimes » ou des dommages collatéraux inévitables. Cette politique déshumanise donc les Palestiniens pour permettre à Israël d'employer contre eux toute mesure, aussi barbare soit-elle. En même temps, les lynchages et les tentatives d'assassinat de civils arabes se multiplient, en Israël et en Cisjordanie, du fait notamment des colons armés, la première ligne fasciste de l'exécutif en place à Tel-Aviv. La logique de toute guerre capitaliste est de définir l'ennemi sur la base de son passeport, de ses origines ethniques, religieuses, linguistiques, etc. Contrairement à ce qu'on peut lire et entendre ici et là, l'État israélien est renforcé par cette guerre en dépit des polémiques étalées au grand jour entre le gouvernement de Benyamin Netanyahu et l'opposition institutionnelle. Ce résultat profite aussi au Hamas, qui peut présenter Israël comme un bloc soudé et hostile à tous les Palestiniens. La stratégie militaire choisie par Tel-Aviv, de même que les actions armées anti-palestiniennes des colons israéliens en Cisjordanie notamment, renforcent donc le Hamas qui se nourrit du profond ressentiment des habitants de Gaza subissant les bombardements et les tueries indiscriminées.
4. Pendant la guerre, la résistance palestinienne est au plus bas. Le hold-up politique du Hamas est en passe de réussir. L'identification de la résistance au groupe réactionnaire confessionnel avance dans les têtes des Palestiniens qui veulent poursuivre leur juste lutte contre le colonialisme et la ségrégation. La résistance palestinienne armée, contre les troupes israéliennes et les colons, est parfaitement justifiée et, en tant que telle, mérite le soutien critique des révolutionnaires. Cette résistance doit faire face depuis si longtemps à trois ennemis de taille, l'un évident, Israël, et les deux autres, ses ennemis intérieurs, le Hamas et l'administration de l'OLP, championne de la corruption et du parasitisme. La résistance a commencé à perdre de

---

<sup>5</sup> Voir : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---arabstates/---ro-beirut/documents/publication/wcms\\_901136.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---arabstates/---ro-beirut/documents/publication/wcms_901136.pdf)

sa force politique avec la transformation de la lutte armée de masse contre l'armée d'occupation en antisémitisme plus ou moins avoué. Le groupe Septembre noir<sup>6</sup>, issu du Fatah, avait ouvert la voie à des actions violentes ciblant des Israéliens non combattants lors de la prise en otage d'athlètes israéliens, en septembre 1972. Sa défaite politique majeure coïncide avec la signature des accords de Camp David, en septembre 1978<sup>7</sup>. Ces accords ont ouvert la voie à la « solution à deux États ». Cette prétendue solution de la « question palestinienne » relèguerait définitivement les Palestiniens dans des sortes de bantoustans (Gaza et Cisjordanie) contrôlés par l'OLP avec ou sans tout ou partie du Hamas – dont certains dignitaires ne seraient pas hostiles à cette issue – en coupant l'herbe sous le pied à une perspective d'unification politique des prolétariats des deux côtés contre leurs bourgeoisies respectives. L'État palestinien nouvelle mouture ainsi créé serait la copie de ce qui existe déjà à Gaza et en Cisjordanie. C'est dire... L'idée des deux États, formalisée par les accords d'Oslo, en 1993 et 1995<sup>8</sup>, est aujourd'hui soutenue par plusieurs États arabes, la Turquie, la Russie, la Chine et l'Iran ainsi que la totalité des pays occidentaux. En revanche, la proposition d'un État démocratique bourgeois laïc, où Palestiniens et Israéliens cohabiteraient avec les mêmes droits, n'est désormais plus à l'ordre du jour tant les composantes qui la défendent sont devenues marginales. Pourtant, il fut un temps où des organisations comme le Front démocratique populaire pour la libération de la Palestine (FDPLP), influente organisation marxiste-léniniste sensible au maoïsme, intégrée à l'OLP, prônait, à sa constitution, en 1968, la formation d'un « État palestinien démocratique, dans lequel Arabes et Juifs vivraient ensemble dans la paix, sans classes sociales et sans oppression<sup>9</sup> ». Les révolutionnaires n'adhèrent guère à cette politique d'antan car notre seule perspective reste celle de l'unification politique des sans-réserves de la région contre tous les États en présence ou en formation en vue d'une révolution prolétarienne. Néanmoins, si ce projet politique s'était concrétisé il aurait constitué une base objective plus favorable pour l'unification politique du prolétariat de la région. Il en est allé autrement et on mesure les pas en arrière faits par la résistance palestinienne depuis la fin des années 1960.

5. Que faire dans les circonstances actuelles ? Premièrement, il faut comprendre, avec toutes les conséquences qui s'imposent, que cette guerre n'est pas dans l'intérêt des prolétaires des deux camps en conflit. Donc, l'objectif primordial est de se battre contre les bombardements de part et d'autre. Certes, les missiles israéliens sont mille fois plus efficaces que les missiles rudimentaires du Hamas ou du Hezbollah. Mais les uns comme les autres visent les civils. Par conséquent, il faut exiger que ces bombardements cessent. Il faut également permettre aux populations inermes de fuir le théâtre des combats. Une fuite qui doit se faire dans des conditions complètement différentes que celles qui prévalent maintenant. Les ONG doivent pouvoir acheminer dans la bande de Gaza des milliers de camions d'aide, le strict minimum à ce stade. Des camps de réfugiés dotés de toutes les infrastructures nécessaires doivent être montés au plus vite et placés sous le contrôle exclusif des ONG. Les hôpitaux doivent pouvoir fonctionner normalement, avec l'eau, l'électricité et le carburant indispensables mis à disposition. Enfin, très important, le passage de Rafah avec l'Égypte doit être grand ouvert pour que les Palestiniens qui le souhaitent puissent quitter la bande de Gaza. Par son refus

---

<sup>6</sup> Voir : [https://en.wikipedia.org/wiki/Black\\_September\\_Organization](https://en.wikipedia.org/wiki/Black_September_Organization)

<sup>7</sup> Voir : <https://www.britannica.com/event/Camp-David-Accords>

<sup>8</sup> Voir : [https://en.wikipedia.org/wiki/Oslo\\_Accords](https://en.wikipedia.org/wiki/Oslo_Accords)

<sup>9</sup> Voir : [https://en.wikipedia.org/wiki/Democratic\\_Front\\_for\\_the\\_Liberation\\_of\\_Palestine](https://en.wikipedia.org/wiki/Democratic_Front_for_the_Liberation_of_Palestine)

réitéré de l'ouvrir aux Palestiniens en fuite, le régime du Caire est complice d'Israël dans l'enfermement des Gazaouis. Une fois ces revendications vitales élémentaires satisfaites, ce qui est toujours loin d'être le cas, que les belligérants règlent leurs comptes à leur guise. Ce plan de défense immédiate des populations civiles est entravé, les armes à la main, par le Hamas qui a pris tous les Palestiniens de Gaza en otage et qui s'en sert comme boucliers humains, exactement au même titre que les Israéliens et autres travailleurs immigrés enlevés le 7 octobre. Ce plan est également combattu par Israël qui a choisi de frapper le plus durement possible en pariant, pour certaines des composantes de son exécutif, sur un soulèvement anti-Hamas des Palestiniens soumis à un siège d'une dureté exceptionnelle. Dans tous les cas et indépendamment des objectifs tactiques visés par l'une ou l'autre des fractions du gouvernement et de l'opposition, l'État d'Israël est déterminé à faire payer le prix fort à tous les Palestiniens. Parmi les ennemis des Palestiniens et des Israéliens, il faut enfin compter également les « gauches » pro-palestiniennes des pays capitalistes avancés. Tandis que les pacifistes appellent à la paix maintenant, oubliant que le sang répandu des deux côtés ne peut pas être balayé par un acte de volonté inconditionnel commun, les pro-palestiniens, eux, dérivent de plus en plus vers l'antisémitisme sans fard, qualifiant le pogrom du 7 octobre d'acte de résistance. Certains d'entre eux prétendent que cette action a été salie par des « crimes de guerre ». De la sorte, ils contribuent, y compris quand ils introduisent ce « distinguo » faussement humanitaire, à cacher le fait que le Hamas considère tout Juif comme un ennemi à chasser de Palestine ou, au mieux, à réduire à la condition actuelle des Palestiniens. C'est pourquoi, et à plus forte raison aujourd'hui, il ne reste aux révolutionnaires d'autre choix que de marteler que la seule perspective réaliste capable de représenter les intérêts des prolétaires de la région est celle de la guerre de classe contre tous les États en présence.

Bruxelles, Paris, Prague, 08 novembre 2023

Si vous avez manqué nos positions précédentes sur la Palestine, veuillez consulter :

« *Palestine : deux États contre le prolétariat* », lettre n°5, novembre 2002<sup>10</sup>.

« *Dernières nouvelles de Palestine* », lettre n°8, mars 2003<sup>11</sup>

« *L'invasion israélienne de Gaza : un nouvel épisode d'électoralisme guerrier* », lettre n°29, mars 2009<sup>12</sup>.

« *Les massacres en Israël et à Gaza accélèrent la course vers un conflit armé mondial que seule la guerre de classe pourra arrêter* », bulletin n°26, octobre 2023<sup>13</sup>.

---

<sup>10</sup> Voir : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC0205.pdf>

<sup>11</sup> Voir : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC0308.pdf>

<sup>12</sup> Voir : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC0929.pdf>

<sup>13</sup> Voir : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT2310FRvF.pdf>